

Henri Alleg: «L'idée internationaliste était primordiale dans notre engagement»

Henri Alleg est mort ce mercredi. Il y a un an, l'ancien journaliste réaffirmait le combat de toute sa vie pour la reconnaissance officielle par la France de la torture et des crimes de guerre commis pendant la guerre d'Algérie. Extrait de notre hors série "50 ans d'indépendance".

Un demi-siècle après l'indépendance de l'Algérie, pour laquelle vous avez combattu, que représente, pour vous, ce pays ?

Henri Alleg. Cela va sans dire : je suis très heureux que l'Algérie soit indépendante (rires). Je suis heureux et fier d'avoir pris part au combat pour l'indépendance. Bien sûr, j'aurais souhaité que les aspects sociaux pour lesquels nous avons combattu prennent plus d'importance. Je regrette que les batailles que nous avons menées pour l'avenir, pour le socialisme, n'aient pas pris plus de place. Mais je suis heureux que l'Algérie soit aujourd'hui ce qu'elle est, avec toutes les possibilités qui s'offrent à ce pays. Quand je pense au passé, je crois que notre combat a marqué la lutte du peuple algérien. C'est en ce sens que l'Algérie reste pour moi une référence du combat des communistes.

Lorsque vous avez écrit *La Question*, pensiez-vous que votre témoignage sur la torture puisse avoir un tel impact ?

Henri Alleg. Ce n'était pas seulement un livre que j'écrivais. Il fallait faire connaître ce qu'était la guerre en Algérie. Il fallait témoigner des pratiques des colonialistes français, du sort atroce réservé au peuple algérien, de la réalité de cette guerre coloniale. Je dois dire que j'ai été surpris de l'écho rencontré par ce texte, lorsqu'il est devenu un livre. Un demi-siècle plus tard, ce témoignage reste utile. Lorsque je suis invité pour des conférences aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, je peux mesurer sa résonance. Les atrocités commises par l'armée française pendant la guerre d'Algérie ne diffèrent pas des atrocités commises par l'armée américaine en Irak, en Afghanistan et ailleurs. **Le combat continue.** Rétrospectivement, je suis heureux d'avoir écrit ce livre, parce qu'il conserve un sens dans le monde d'aujourd'hui, même si le contexte a changé. *La Question* a par exemple circulé parmi les détenus dans des prisons turques où était pratiquée la torture.

Nous avons peur qu'ils nous passent à tabac.

Qui a trouvé ce titre percutant, « La Question » ?

Henri Alleg. On doit ce titre magnifique, excellent, à Jérôme Lindon, qui dirigeait les [Editions de Minuit](#). En français, « *La Question* » revêt une signification qu'il n'a pas, à ma connaissance, dans d'autres langues. Depuis le moyen-âge, « *mettre quelqu'un à la question* », c'est le torturer. Dans les prisons mêmes, cette expression faisait sens. **La parution du livre, en 1958, a déclenché la fureur des autorités françaises.** D'où la décision de le saisir. À cette même période, des policiers et des CRS ont débarqué brusquement, au milieu de la nuit, à la prison de Barberousse. Ils ont commencé par une mise en demeure : « *Tous à poil !* ». Il y avait dans la prison les salles, accueillant en général une centaine de détenus, et des cellules individuelles prévues pour une personne, mais où s'entassaient plusieurs détenus. Moi j'étais avec deux copains. Les policiers ont d'abord fait sortir les détenus incarcérés dans les salles. Les types sont sortis nus dans la cour, avec une couverture sur le dos. Quant aux autres détenus, ils les ont alignés sur l'allée qui bordait les cellules, les mains en l'air, appuyés contre les murs. Moi aussi, j'étais comme ça, les mains en l'air. Pendant ce temps, des équipes spéciales de CRS, en uniformes noirs, mitraillettes en bandoulière, vidaient les cellules. Ils étaient à la recherche

de papiers. Chacun d'entre nous avait des lettres, adressées aux familles ou aux avocats. **Ils ont tout embarqué.** Nous avons peur qu'ils nous passent à tabac. Derrière moi, j'ai entendu un Algérien, qui, à mi-voix, s'interrogeait sur cette descente. Je lui ai dit qu'ils saisissaient les papiers. Il m'a répondu, en riant discrètement : « Peut-être qu'ils cherchent une deuxième *Question* ». Il ne savait pas qui j'étais. Cela m'a éclairé. Il avait du apprendre, par son avocat, que ce témoignage faisait un raffut du diable à l'extérieur.

Malgré la censure, les saisies, ce livre a circulé sous le manteau. Cette diffusion était-elle organisée par des militants, ou le livre est-il passé spontanément de mains en mains ?

Henri Alleg. La seule chose que je sais, c'est qu'à Alger, personne ne l'avait eu, personne ne le connaissait au moment de la parution. C'est en France que *La Question* a eu une répercussion immédiate et formidable. Cet élan doit sans doute beaucoup à la stupidité du gouvernement français et à sa décision de saisir le livre. Très vite, Nils Andersson, un éditeur basé en Suisse, a pris contact avec Lindon pour lui demander l'autorisation de le publier. Lindon a accepté. Le livre était minuscule, des valises passaient clandestinement la frontière. Immédiatement après sa saisie, *La Question* a été traduite en anglais et publiée à Londres, puis aux Etats-Unis, ce qui lui a donné un écho international.

La bataille pour la vérité continue

Un demi-siècle après son enlèvement par des militaires français, on ne sait toujours pas dans quelles conditions a été assassiné votre ami et camarade Maurice Audin...

Henri Alleg. Cette bataille pour la vérité continue. Maurice Audin a été arrêté dans les mêmes conditions que moi. Très peu de temps après son enlèvement par les paras, on a annoncé à sa femme qu'il avait « disparu ». Il est invraisemblable que les autorités françaises, que les parachutistes aient pu prétendre ne rien savoir du sort de Maurice. C'est certain : il a été assassiné par ces équipes de tortionnaires couverts et tenus en main par les autorités policières et militaires. Dans cette affaire, le refus d'ouvrir une enquête, l'attachement des autorités françaises au mensonge est à la fois odieux et absurde. À Alger, à Oran, dans les petites villes, lorsque les militaires annonçaient la « disparition » d'un prisonnier, personne n'ignorait qu'il était en fait question d'assassinat. Dire et répéter, jusqu'à ce jour, que Maurice Audin a été « mal gardé », qu'il s'est évadé et qu'il a « disparu », c'est abject. La vérité, c'est qu'il a été assassiné, comme des centaines, des milliers d'autres. Personne ne peut dire autre chose.

Que changerait la reconnaissance de la torture comme crime de guerre ?

Henri Alleg. La France, les autorités françaises prétendent incarner, aux yeux du monde entier, les droits de l'homme, les libertés, les grandes idées nées de la Révolution française. C'est une façon mensongère de présenter l'histoire. Pendant la guerre d'Algérie, les autorités françaises ont piétiné ces idées, ces principes. Comme ils sont encore piétinés aujourd'hui à Guantanamo et en Afghanistan. Le combat pour la vérité, qui est un combat d'aujourd'hui, doit se poursuivre sans relâche. On ne peut pas tout simplement parler de l'avenir sans respecter la vérité.

Vous avez souvent évoqué le racisme inhérent à la société coloniale. Cela vous a-t-il poussé à embrasser la cause de l'indépendance ?

Henri Alleg. Il est difficile de reconstituer ce parcours qui conduit, depuis l'enfance, l'adolescence jusqu'à la prise de conscience politique. À l'école on nous apprenait que la France allait en Afrique ou en Asie, pour « le bien » des colonisés. Quand on arrivait en Algérie, on comprenait immédiatement avoir été trompé par ces fadaises. Dans les rues d'Alger, des gosses, des petits cireurs, se disputaient les chaussures de quelques passants pour gagner quelques misérables sous. Pourquoi ces gosses n'étaient-ils pas à

l'école ? « Les petits Arabes », comme ils disaient, n'avaient pas leur place à l'école. Seule une toute petite minorité y avait accès. Cette réalité, les réflexions qu'elle suscitait en moi m'ont construit comme anticolonialiste.

L'arrogance des autorités françaises

Avez-vous été surpris, à l'automne 1954, par l'éclatement de l'insurrection ?

Henri Alleg. Ceux qui disent qu'ils n'ont pas été surpris se jettent des fleurs qu'ils ne méritent probablement pas. À ce moment là, Algériens et Européens partageait la certitude que les choses ne pouvaient continuer telles qu'elles étaient, qu'il y aurait forcément des changements. De là à penser qu'une insurrection était sur le point d'éclater... Ceci dit, il nous paraissait clair que l'arrogance des autorités françaises, sûres, alors de pouvoir conserver la haute main sur tout ce qui se passait en Algérie, était trompeuse.

Vous communistes, ressentiez de la méfiance à l'égard de ces jeunes nationalistes prônant l'insurrection armée...

Henri Alleg. Cela a soulevé chez nous une certaine interrogation. Ce qui ne signifie pas que l'option de la lutte armée était absente de l'imaginaire des communistes algériens. Je me souviens que deux ou trois ans auparavant, cette question avait été évoquée à huis clos, au bureau politique, comme une possibilité, sans que cela ne suscite de scandale. Ce n'était donc pas un sujet tabou pour nous. Je dois reconnaître, toutefois, que les communistes observaient une certaine réserve vis-à-vis de ceux qui voulaient prendre les armes. **Il n'y avait pas d'un côté les courageux prêts à prendre les armes, et de l'autre, les timorés acceptant le statu quo.** C'était un choix complexe, difficile, qui ne pouvait souffrir l'improvisation. Si lutte armée il devait y avoir, il fallait savoir comment s'y prendre et vers où aller. Toutes ces questions se posaient.

Sur le plan idéologique, qu'est ce qui distinguait le Parti communiste algérien du FLN ?

Henri Alleg. Ce qui nous différençait, c'était peut-être l'importance que les communistes attachaient à la bataille politique. Les nationalistes portaient peu d'attention à l'idée d'unification des forces progressistes par delà leurs différences, pour rassembler les masses populaires, pour faire avancer les choses. Certaines de nos batailles, pour la liberté de la presse, pour l'**augmentation des salaires**, etc. apparaissaient secondaires aux yeux des nationalistes qui, pour ainsi dire, les méprisaient. Nous accordions au contraire beaucoup d'importance à ce type de batailles, pas seulement pour les changements concrets qu'elles apportaient. Pour nous ces luttes participaient à la prise de conscience des travailleurs et préparaient un combat futur plus vaste.

Nos militants étaient des ouvriers, des gens exploités

Le PCA était un creuset au sein duquel se retrouvaient des hommes et des femmes issus de toutes ces communautés qui vivaient séparément dans la société algérienne. On y retrouvait, ensemble, des Européens, des juifs, des musulmans... Cela influençait-il votre vision du monde, votre projet de société ?

Henri Alleg. Oui. Il est certain que l'idée internationaliste était primordiale dans l'engagement des communistes. Avant d'être Arabe, Kabyle, Européen, juif, musulman, nos militants étaient des ouvriers, des travailleurs, des gens exploités. C'était cela l'essentiel à nos yeux. Peut-être cette vision des choses a-t-elle conduit certains camarades à minimiser l'expérience concrète du colonialisme propre aux Algériens dits « indigènes ». Une personne née dans une famille « indigène » avait bien plus de raisons de se lever contre le colonialisme qu'une personne d'origine européenne jamais brimée et insultée comme l'étaient les Algériens.

Quelles étaient vos relations avec le PCF? Comment les communistes algériens ont-ils accueilli, par exemple, le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet?

Henri Alleg. A la vérité, sur le coup, nous ne nous en sommes pas beaucoup préoccupés. Même dans les prisons, je n'ai pas le souvenir de controverses sur ce sujet. Pas plus chez des communistes que chez des nationalistes. Les plus politisés pouvaient conclure que c'était une erreur fondamentale. D'autres étaient en attente d'explications. Mais les réactions virulentes sont venues bien plus tard. À la vérité, sur le coup, nous ne nous en sommes pas beaucoup préoccupés.

Le régime naissait et ne voulait pas de communistes organisés

Comment s'est constitué ce que l'on a appelé le « maquis rouge » ?

Henri Alleg. Le parti, au démarrage de la lutte armée, s'est posé la question de son action. L'idée était d'apporter notre appui partout où l'action armée prenait un caractère de masse, partout où des paysans avaient rejoint l'insurrection. Ensuite, nous avons pris la décision de **déclencher nous-mêmes la lutte armée** là où nos forces le permettaient, où nous avions des chances d'entraîner les gens avec nous. C'est ainsi que des communistes ont pris le maquis. Mais au vu de la faiblesse de nos effectifs, cela ne pouvait être un mot d'ordre général. D'où la décision de négocier l'intégration de nos groupes armés, les Combattants de la liberté, dans l'ALN. À ce moment là, nous nous sommes heurtés aux positions étroites de certains dirigeants du FLN, qui estimaient que les communistes n'avaient pas à poser leurs conditions. L'intégration à l'ALN s'est donc faite à titre individuel.

Pourquoi le FLN était-il hostile à l'entrée du PCA dans le Front comme composante à part entière du mouvement de libération ?

Henri Alleg. Ils ne voulaient pas en entendre parler ! Ils voulaient rester les « patrons », imposer leurs conditions à tous ceux qui souhaitaient rejoindre l'ALN, communistes ou non. Ceci dit, nous ne nous faisons pas d'illusion. Ces nouveaux dirigeants se méfiaient particulièrement des communistes, vus comme des militants organisés, formés, capables d'exprimer leurs idées. Dès le départ, cette méfiance était bien enracinée chez certains dirigeants du FLN.

Cette méfiance vis-à-vis des communistes a-t-elle continué à prévaloir après l'indépendance ?

Henri Alleg. Dans d'autres conditions, oui. Je le pense. Parce que les choses avaient changé pendant la guerre. Dans la pratique, l'anticommunisme avait reculé, ce qui nous rendait d'autant plus dangereux aux yeux de certains.

Est-ce pour cette raison que Ben Bella a interdit le PCA en novembre 1962 ?

Henri Alleg. Il ne s'agissait pas seulement de Ben Bella. Le régime naissait ne voulait pas de communistes organisés.

Cela n'a pas entamé notre détermination

Pourtant, cette interdiction n'a pas compromis la réparation d'Alger républicain à l'indépendance...

Henri Alleg. Nous nous sommes battus pour réussir à faire reparaître le journal. Au moment de la signature des accords d'Evian, j'étais à Prague. Je voulais repartir le plus vite possible à Alger, former une équipe de camarades qui sortaient de prison pour travailler à la réparation du journal. Les accords d'Evian prévoyaient le rétablissement de la liberté de la presse. Tous les journaux devaient donc pouvoir sortir librement. Mais « *tous les journaux* », dans l'esprit du gouvernement français, cela signifiait les journaux colonialistes. À Prague, nous avons organisé une conférence de presse, à laquelle ont

assisté une soixantaine de correspondants de la presse internationale, pour annoncer notre intention de faire reparaître *Alger Républicain*. Peu de temps après cette conférence de presse, j'ai reçu la visite d'un émissaire, chargé de me faire part de la désapprobation des frères de Tunis, hostiles à la réparation du journal. Je lui ai répondu qu'il s'agissait d'une décision collective et qu'il était impensable d'entraver la réparation d'un journal interdit par les colonialistes depuis 1955. Les autorités françaises n'étaient pas en reste. Par voie de communiqué, le préfet d'Alger a rappelé de façon mensongère qu'*Alger républicain* demeurait interdit. **À la vérité, la décision venait d'en haut, du gouvernement français** et sans doute du général De Gaulle lui-même. Cela n'a pas entamé notre détermination. Bien au contraire. Je suis rentré à Alger vers le 10 ou le 12 juillet. Nous n'aurions pas pu faire revivre *Alger républicain* sans la solidarité et l'aide pratique de nos camarades, de nos amis de *La Marseillaise*, dont le directeur était un pied-noir de Mostaganem, parti en France assez jeune. C'est là que nous avons fait la composition. Les ouvriers du livre nous en ont fait cadeau, en travaillant gracieusement. Un problème se posait pour l'envoi des flans à Alger, ou devait être tiré le plomb. Nous avons tirés quatre ou cinq flans. Nous en avons remis un à Air France, qui n'est jamais arrivé à destination. La même mésaventure s'est reproduite avec Air Algérie. Finalement, un copain qui sortait de prison et devait rentrer à Alger a caché un flan empaqueté dans sa valise. On se faisait un sang d'encre. Arrivé à Alger, au contrôle, il est passé.

C'était le premier journal anticolonialiste à reparaître ?

Henri Alleg. Oui. Dès sa réparation, le journal a reçu un accueil extraordinaire. Il y avait aussi *El Moudjahid*, qui arrivait de Tunis, mais ce n'était pas encore un quotidien. *Echaab* (« le Peuple »), est sorti trois mois après nous.

Qui se trouvait dans l'équipe au moment de cette réparation ?

Henri Alleg. Il y avait quelques camarades revenus de France. Comme Nicolas Zannettacci, surnommé Zanett, l'ex-maire communiste d'Oran. Il avait été arrêté, expulsé pendant la guerre. Dès qu'on a lancé un appel aux anciens, il est revenu. Abdelhamid Benzine sortait des camps. Il y avait encore Marylise Benaïm qui sortait de la clandestinité. Elle avait servi d'agent de liaison entre la direction du parti et le maquis de Maillot. Le journal, c'est un grand mot. Nous avons deux pages, un simple recto verso. Pour les informations internationales, les seules sources étaient United Press et France-Presse. Ces agences ne partageaient pas nos idées, loin de là, mais d'un point de vue confraternel, ils étaient heureux de voir reparaître le journal. Ils admiraient notre engagement. À l'époque, il n'y avait que les télex, nous nous rendions dans leurs bureaux pour prendre les doubles des dépêches. Ils faisaient semblant de ne pas s'en apercevoir. On les ramenait à l'Hôtel Albert 1er, où nous étions installés. Marylise était une militante courageuse, une jeune femme pleine de vie. En pleine nuit, dans Alger livrée à l'insécurité, elle allait chercher les dépêches. Un soir, des types, voyant cette jeune femme de type européen, se sont mis à hurler, l'accusant d'appartenir à l'OAS. Ils se sont précipités sur elle, l'ont à moitié étranglée. Elle a protesté: « je suis d'*Alger Républicain* ! ». Entendant cela, ses agresseurs se sont excusés, l'ont escortée jusqu'à l'hôtel et lui ont même proposé de l'accompagner chaque fois que nécessaire.

Exécutions pour raison d'Etat

Pourquoi n'avez-vous pas réinvesti les locaux du journal, de l'autre côté de l'avenue Pasteur ?

Henri Alleg. Nos locaux avaient été confisqués pendant la guerre par *Le Bled*, le journal des paras. Lorsque nous avons voulu nous y réinstaller, un type installé là, se disant envoyé par Tunis, nous a signifié avec un grand sourire que les lieux ne nous appartenaient plus, qu'ils étaient désormais réservés au FLN. C'était incroyable. La guerre

venait de se terminer, ils n'étaient pas encore en Algérie et leur première idée, c'était d'occuper les locaux d'*Alger républicain* pour qu'on ne puisse pas s'y installer.

A la vérité, Je craignais beaucoup qu'on ne nous joue un mauvais tour. Lorsque j'avais annoncé le projet de réparation du journal, l'émissaire de Tunis m'avait dit : « *Tu sais, Henri, on t'aime bien, alors il faut que tu saches que pendant la guerre, il y a eu beaucoup d'exécutions pour raison d'Etat et malheureusement, ça va continuer encore un peu après l'indépendance* ». La menace était claire, directe. Si nous nous entêtions, ils n'excluaient pas de nous liquider. J'en étais plus conscient, me semble-t-il, qu'Abdelhamid (1). Dans un premier temps, nous étions allés, tous les deux, dormir dans un appartement appartenant à des amis. Moi, je ne m'y sentais vraiment pas à l'aise. Je n'ai pas voulu y rester, donc nous sommes allés à l'hôtel, en plein centre-ville. Là, s'il se passait quoi que ce soit, il y avait des témoins. Nous avons pris la bonne décision : le lendemain de notre départ, des types en uniforme ont enfoncé la porte et mis l'appartement sans dessus dessous. Impossible de savoir s'il s'agissait de Français ou d'Algériens. En tous cas, ils étaient venus chercher quelqu'un. Lorsque nous nous sommes installés à l'hôtel, des rafales de mitrailleuse ont visé nos fenêtres à plusieurs reprises. Sur le plan administratif aussi, il y a eu des entraves. Le patron de la SNEP, l'imprimerie, Bouchara, un pied noir aux ordres de Paris, un beau salaud, exigeait un papier officiel, une autorisation de réparation, alors que l'administration était complètement désorganisée. Je suis allé à la préfecture. Je suis entré dans le bureau du préfet, auquel j'ai fait signer une autorisation que j'avais moi-même écrite.

Finalement, sans en chasser le type posté là, nous nous sommes réinstallés dans nos locaux pour pouvoir faire notre journal sans avoir à traverser l'avenue Pasteur, très dangereuse. Nous restions dans le couloir, pour ne pas être exposés aux balles. C'était drôle, cette rédaction ! Nous n'avions pas de chaises, nous faisons nos réunions assis par terre en tailleur. A l'heure des repas, un des copains allait jusqu'à la rue de Tanger et revenait avec une casserole de loubia (2). Malgré cette précarité, malgré les difficultés et le danger, nous avons réussi à faire renaître le journal, qui a rencontré un écho incroyable. Nous tirions 80 à 90 000 exemplaires, ce qui rendait délicate la tâche de ceux qui espéraient nous faire taire. Mais nous avons connu bien des mésaventures, comme l'assassinat d'un chauffeur qui transportait le journal.

Quel était le climat à Alger ?

Henri Alleg. L'inquiétude dominait. Des rivalités de pouvoir opposaient des clans, des wilaya, avec un vrai risque de basculement dans la guerre civile. De notre côté, nous disions: "*Assez de bagarres entre patriotes, d'abord la paix et la mise en marche du pays*". Nous refusions de voir les divergences internes dégénérer en violence armée.

Lorsque ceux de la wilaya 4, militairement plus forte que la zone autonome d'Alger, ont commencé à jouer du coup de feu dans la Casbah, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire. Les femmes sont descendues dans la rue Randon. « *Tirez sur nous si vous voulez, mais cessez de vous tirer dessus ! Arrêtez le massacre ! Sept ans, barakat, ça suffit !* », criaient-elles. Ces femmes avaient un sentiment politique bien plus élevé que ceux qu'elles interpellèrent.

De nombreux Algériens estiment, cinquante ans après, que les promesses de l'indépendance se sont envolées. Partagez-vous cet avis ?

Henri Alleg. Je crois qu'il est dangereux de penser ainsi. C'est le refus total de voir ce que l'indépendance a apporté à l'Algérie. On ne peut pas dire que les choses n'ont pas changé. On ne peut pas dire que l'indépendance n'a rien apporté aux Algériens. Bien sûr, la jeunesse rencontre de graves difficultés, des choses doivent être changées, des luttes

devront encore être menées. Mais l'indépendance reste pour l'Algérie une conquête historique inestimable.

(source L'Humanité 19 juillet 2013)